

# L'opération «Liberté pour l'Irak» et ses conséquences sur la sécurité et la stabilité régionales

Paraskevi Kefala\*

## RÉSUMÉ

Plus de trois ans se sont écoulés depuis le début de la guerre contre l'Irak, au lieu de se redresser aux niveaux sociopolitique et économique, le pays a sombré dans une guerre civile durable. Cette évolution met en cause l'existence propre de l'Etat irakien ainsi que son caractère laïque, tandis qu'elle menace sérieusement la sécurité et la stabilité régionales, déjà gravement affectées depuis le 11 septembre.

## ABSTRACT

After three years of war, Iraq has not managed to rebuild economically or socio-politically; instead, it has fallen into an entrenched civil war. The situation raises the issue of the very existence of an Iraqi state as well as its non-religious status. It also represents a threat to regional security and stability, both seriously affected since September 11.

## 1. Introduction

La fin de la guerre en Irak est officiellement déclarée par le président américain, Georges Bush, le 1<sup>er</sup> mai 2003. S'il est vrai que les opérations militaires, proprement dites, se sont terminées à cette date, il est également vrai que la guerre n'a pas fini et qu'en réalité on est très loin d'une situation prédominée par la paix et la sécurité comme le prouvent les attentats suicidaires, les attaques à la bombe, tant contre les forces armées alliées que contre les citoyens et les forces irakiens, les meurtres et la prise d'otages, actes dorénavant quotidiens en Irak. Or, depuis le 1<sup>er</sup> mai l'Irak semble sombrer de plus en plus dans une guerre farouche, se déroulant à de multiples niveaux, et qui affecte toute la région moyenne-orientale, étant donné que dans cette période de «l'après guerre» presque toutes les contradictions et les clivages locaux, régionaux et même internationaux se résument dans ce que l'on

\* Université d'Égée

pourrait, d'ores et déjà, appeler la question irakienne.

Notre position est donc que la situation actuelle en Irak se trouve dans une impasse totale créée par la convergence d'un certain nombre de facteurs significatifs tels la fin de la guerre froide, qui a fait des Etats-Unis l'unique superpuissance, l'importance stratégique et économique toujours vitale du Golfe, les conflits et les contradictions locaux et régionaux qui ne font qu'augmenter l'insécurité et l'instabilité dans cette région. Par ailleurs, l'émergence, dès la fin des années '70, d'un Islam politique puissant, qui se veut la réponse du monde arabe et musulman à la politique occidentale, jugée oppressante et injuste, trouve son comble avec les attentats du 11 septembre contre les Etats-Unis puissance hégémonique mondiale. Dorénavant, l'ennemi désigné, comme l'a annoncé le président américain le lendemain du 11 septembre, c'est le terrorisme contre lequel Washington et ses alliés déclenchent une guerre jusqu'au bout. Cette croisade, vise également la restructuration des pays arabo-musulmans, tels que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ambition fondée sur l'idée que «la démocratie est transférable». Dès lors, tout autre objectif se subordonne à cette priorité et les conflits régionaux sont d'ores et déjà perçus par Washington sous cette optique dissimulant leur véritable nature. Ainsi, bien que l'opération «Liberté pour l'Irak» soit la suite logique de la «Tempête du Désert» de 1991, qui est la suite de la guerre Iran-Irak de 1980 elle se présente comme une nouvelle phase de la guerre contre le terrorisme islamique après celle de la guerre contre l'Afghanistan.

## **2. D'une guerre à l'autre**

Depuis septembre 1980 l'Irak vit dans un état de guerre continu dont chaque étape engendre la suivante tandis que durant les périodes intermédiaires la situation se détériorait toujours plus. Par ailleurs, l'Irak était pour les Etats-Unis un problème non résolu depuis 1991 et qui allait devenir la pierre d'achoppement de leur politique pour le nouveau siècle.

### *2.1. De la guerre Iran - Irak à la «Tempête du Désert»*

Le renversement du chah d'Iran en 1978 et l'installation d'un régime théocratique au pays l'année suivante, sont des événements qui ont

profondément bouleversé l'ordre établi dans la région du Golfe, où jusqu'alors la primauté américaine était indiscutable. Dans ce contexte critique, l'enjeu pétrolier, toujours reconnu comme vital, obtint une nouvelle importance pour le monde occidental puisque à la menace classique exosystémique représentée par le « danger rouge » -c'est-à-dire le risque que l'influence soviétique ne se répande dans la région du Golfe par l'alliance soviéto - irakienne - s'ajouta une menace nouvelle, à savoir le « danger vert », une menace endosystémique représentée par l'extrémisme islamique dont le centre se trouva à Téhéran. Dans ces conditions, les enjeux régionaux classiques prirent une priorité absolue, pour Washington qui, privée de son allié iranien qui est devenu un ennemi acharné, devait en même temps :

- préserver son contrôle stratégique dans la région du Golfe
- assurer la sécurité des pétromonarchies
- s'assurer le flux régulier du pétrole
- éviter que l'Union soviétique ne tire profit de cette situation extraordinaire
- arrêter la «marée islamique» provenant de Téhéran et contenir la violence islamique
- remettre la région sous son orbite sans pour autant s'obliger à déclencher une guerre contre l'Iran.

La situation semblait donc sans issue pour les Etats-Unis mais l'impasse se leva ayant comme catalyseur le très ancien et profond conflit entre l'Iran et l'Irak où le pouvoir en place, sous Saddam Hussein, croît que l'Iran isolé et affaibli par ses dramatiques évolutions intérieures serait une cible facile et qu'une guerre contre cet Etat serait une guerre éclair et victorieuse. En d'autres termes, Bagdad crut qu'elle avait tout à gagner et rien à perdre. Dans ces conditions, l'Irak s'attaque le 28 septembre 1980 contre l'Iran. Cependant, la réalité s'avéra trop cruelle pour le maître de Bagdad qui bien qu'il jouisse du soutien généreux direct ou indirect de presque tous les pays, -mis à part Israël, la Libye et la Syrie, qui préféra aider le régime iranien contre son frère - ennemi irakien- l'Iran réussit à résister pendant huit années<sup>1</sup>. Ainsi, Saddam Hussein s'obligea-t-il à proposer à l'Iran théocratique l'armistice et cette guerre si sanglante se termina en août 1988, les deux belligérants étant exsangues sans qu'aucun d'eux ait atteint ses objectifs. C'était une guerre sans vainqueur.

Ceci étant, il y a eu un grand vaincu qui ne fut autre que l'Irak, lequel pendant huit ans n'a réussi qu'à accumuler des décombres, des morts, de l'armement et des dettes, surtout à l'égard des pétromonarchies du Golfe, jadis sa cible privilégiée en raison de leur alliance avec les Etats-Unis. Ainsi, l'Irak devient-il une menace pour ses riches voisins arabes, qui lui refusent l'aide économique dont il avait désespérément besoin. Pour surmonter l'impasse, le régime de Bagdad décide la fuite en avant: en accusant l'émirat de Koweït de lui voler du pétrole par le gisement frontalier de Roumaylah et en réclamant ses droits historiques sur le Koweït, l'Irak envahit le 2 août 1990 le petit et richissime émirat. Le triomphe militaire irakien est pourtant une catastrophe parce que par cette invasion menaçait sérieusement les alliés locaux de Washington et perturba profondément le jeu pétrolier, du fait que par sa conquête du Koweït, l'Irak contrôlait 20% de la production pétrolière mondiale.

La «Tempête du Désert», c'est-à-dire la guerre qui s'ensuivit en janvier 1991, sous l'égide de l'ONU et l'archistratégie des Etats-Unis contre l'Irak fut donc la suite logique du renversement des données politiques, économiques et stratégiques provoqué par l'occupation irakienne du Koweït. Qui plus est, les conditions régissant le système international y sont favorables, puisqu'on est très près à la fin du système bipolaire qui s'accomplira le 25 décembre 1991, par l'autodissolution de l'Union soviétique. La guerre contre l'Irak se déclenche le 16 janvier 1991, marquée par le discours du président américain Georges Bush senior, sur les buts de cette guerre et son lendemain qui serait l'aube d'une ère nouvelle et d'un nouvel ordre mondial. La différence entre la puissance militaire irakienne et la coalition alliée étant écrasante en défaveur de l'Irak la guerre a été d'une courte durée<sup>2</sup> mais les forces alliées n'ont pas marché contre Bagdad et le régime de Saddam Hussein est resté intact et toujours au pouvoir.

Or, la situation en Irak devint dramatique, puisque aux pertes humaines et aux catastrophes provoquées par la guerre il a fallu ajouter les peines économiques exhaustives imposées au pays, condamné à payer le coût de la reconstruction du Koweït ainsi que des indemnités de guerre, tandis que le prolongement du blocus économique donnait le coup de grâce à son économie. Qui plus est, les trois quarts du gisement de Roumaylah sont accordés au Koweït, l'accès de l'Irak au Golfe est devenu encore plus rétréci, tandis que l'armement irakien est mis sous tutelle internationale. Mais il y a pire, car dès que le cessez-le-feu a été annoncé, le 3 mars 1991, Bagdad a cherché à écraser

l'insurrection des Kurdes au nord de l'Irak et des chiites au sud du pays, toutes deux encouragées par les Etats-Unis<sup>3</sup> dans le but de renverser le régime irakien sans pour autant en être responsables aux yeux du monde arabe. Ces révoltes étant noyées dans le sang par Bagdad, les alliés ont interdit à l'aviation militaire irakienne de voler au-dessous du 36<sup>ème</sup> et du 32<sup>ème</sup> parallèle pour assurer la sécurité des populations kurde et shiite respectivement, tandis que les alliés ont créé une poche de sécurité pour les Kurdes, inaccessible aux forces irakiennes.

La « Tempête du Désert » a donc sérieusement affectée la personnalité juridique de l'Etat irakien, qui restera sous un embargo mortel<sup>4</sup> jusqu' en 2003, à savoir jusqu'à la guerre suivante. Par contre, cette guerre « chirurgicale » a ébranlé les équilibres régionaux, a exaspéré l'opinion publique des pays arabes, a fait de l'Arabie Saoudite la cible des islamistes pour avoir accordé des bases militaires aux Etats-Unis sur son sol, elle a divisé l'Irak en trois parties, à savoir un embryon d'Etat kurde au nord, « l'Etat de Bagdad » au centre, et la région chiite au sud, proche de l'Iran, également chiite et théocratique, tout en laissant intact le régime au pouvoir à Bagdad. Toutes les conditions pour une prochaine guerre sont donc réunies<sup>5</sup>.

## *2.2. La bataille diplomatique et la guerre*

Depuis la fin de la « Tempête du Désert » et jusqu'au 20 mars 2003 la situation en Irak est restée inchangée: l'aviation militaire américano - britannique entreprenait des bombardements réguliers contre des cibles irakiennes<sup>6</sup>, l'embargo était toujours en vigueur et le régime de Saddam Hussein inébranlable faute d'opposition politique en Irak, car celle-ci était exterminée, exilée ou emprisonnée depuis longtemps. Or, les attentats terroristes du 11 septembre 2001, contre les Etats-Unis changent radicalement les choses: Washington déclare une guerre sans fin contre le terrorisme international et les pays qui le soutiennent, une croisade contre « l'Axe du mal », tout en adoptant le concept stratégique de la « guerre préventive »<sup>7</sup>, contre cette menace asymétrique et sans pareil. Il s'agit donc d'un ennemi oecuménique, comme ce fut jadis le communisme, contre lequel les Etats-Unis déclarent une guerre globale, promettant de le poursuivre jusqu'au bout, coûte que coûte<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, les Etats-Unis considèrent que l'Irak de Saddam

Hussein, était directement lié au terrorisme islamique mondial, le président irakien étant accusé d'avoir des relations avec Ossama bin Laden et son organisation terroriste Al Qaeda, ainsi qu'il dispose d'armes de destruction massive<sup>9</sup>, La guerre contre l'Irak était donc justifiée pour Washington, non seulement parce que ce pays faisait partie de «l'Axe du Mal», étant un «Etat voyou», mais aussi parce qu'il représentait une menace imminente tant pour la sécurité régionale que pour la sécurité des Etats-Unis et de l'Occident dans son ensemble et qui devait être affronté manu militari, puisque toute autre mesure, tel l'embargo, s'est avérée insuffisante<sup>10</sup>. De plus, cette guerre était justifiée par des raisons humanitaires, vu la nature tyrannique et oppressive du régime de Saddam Hussein<sup>11</sup>. Le régime de Bagdad devait, par conséquent être balayé et remplacé par un autre, nouveau et démocratique, bénéfique pour l'Irak<sup>12</sup> et pour la région toute entière car ce nouveau régime était destiné, aux yeux du gouvernement américain, à déclencher «l'effet de dominos» pour la démocratisation du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Si pour les Etats-Unis et leurs proches alliés, tel le Royaume-Uni, une guerre nouvelle contre l'Irak était justifiée ceci n'en était pas de même pour les autres pays, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, une fois que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) liée aux Nations Unies, en présentant leur rapport sur l'Irak ont déclaré qu'ils n'avaient pas trouvé des preuves montrant que l'Irak disposait d'armes de destruction massive et qu'en tout état de cause il leur fallait du temps pour accomplir leur recherche<sup>13</sup>. Par contre, Washington en présentant le dossier irakien à l'ONU insistait sur le fait que l'Irak représentait un danger éminent, que le pouvoir en place était indigne de confiance et que par conséquent le Conseil de Sécurité devait voter pour un recours immédiat à la force contre ce pays. Une véritable bataille diplomatique était donc en cours, qui débuta en août 2002 et finira par l'attaque américano - britannique le 20 mars 2003. Entre temps, le ministre des affaires étrangères américain, Colin Powell, en présentant le dossier sur l'armement irakien a soutenu que l'Irak disposait d'armes de destruction massive mais n'a pas persuadé la plupart de ses homologues des autres pays: ainsi la France, l'Allemagne et la Russie, ont affirmé qu'il y avait encore d'autres moyens que la guerre pour résoudre la crise<sup>14</sup>. Par ailleurs, des pays, tels la Chine ou encore des pays alliés des Etats-Unis, comme le Canada, le Mexique ou bien la Turquie, se sont tenus à l'écart de cette guerre. De son côté, le premier ministre du Royaume Uni, Tony

Blair, a jeté tout son poids pour faire croire qu' une guerre contre Saddam Hussein était plus que nécessaire: elle s'imposait<sup>15</sup>.

Les Etats-Unis étaient donc décidés à procéder à cette guerre: d'une part ils poursuivaient les pourparlers diplomatiques et d'autre part ils continuaient les préparatifs pour la guerre en accumulant des forces bien équipées aux bases militaires qu'ils disposent dans la région du Golfe. Le 17 mars 2003, Washington pose à Saddam Hussein un ultimatum de quarante huit heures pour qu'il quitte le pouvoir; ce délai ayant expiré sans effet, les forces alliées, principalement américano - britanniques, s'attaquent à l'Irak dans la nuit du 20 mars, sans l'aval des Nations unies. Douze ans après la «Tempête du Désert», donc, une autre tempête frappait l'Irak mais dans des conditions fort différentes: si en 1991, la quasi-totalité des pays ont participé d'une manière ou d'une autre à une guerre sous l'égide de l'ONU, ayant comme but déclaré la libération du Koweït, en 2003 les Etats-Unis ont mis en œuvre une politique unilatérale mettant en cause la cohésion interalliée, provoquant de fortes réactions partout dans le monde, et contribuant à la création d'un fort sentiment anti-américain dans le monde arabe et musulman. Par ailleurs, cette fois-ci la cible désignée était la capitale irakienne, Bagdad, où se trouvait le «Hitler du Moyen-Orient», Saddam Hussein.

Les opérations militaires, proprement dites, ont été de courte durée comme on devait s'y attendre par ailleurs, étant donné l'asymétrie écrasante entre les forces alliées et irakiennes. La chute de Bagdad était pourtant très différente de ce que l'on pouvait imaginer à Washington: pas de foules qui dansaient dans les rues, pas d'acclamations pour les soldats étrangers venus libérer les Irakiens, pas de trace de la garde présidentielle si redoutable, pas de trace, non plus, de Saddam Hussein et des membres de son gouvernement. En entrant à Bagdad, les forces alliées ont fait preuve d'une indifférence totale à l'égard du pillage qui commence partout, et surtout dans les musées de la capitale, puisque celles-ci n'ont rien fait pour le prévenir. Depuis la chute de Bagdad l'évolution de la situation a été rapide: le 1<sup>er</sup> mai est officiellement déclaré la fin de la guerre et une semaine plus tard, les Etats-Unis annulent les sanctions qu'ils avaient imposées à l'Irak tout en lançant un appel pressant à la communauté internationale de suivre son exemple et de venir au secours d'un pays ruiné par la guerre, la tyrannie et l'embargo. En fait, le 22 mai 2003 le Conseil de Sécurité a voté la résolution 1483 qui d'une part mettait fin aux sanctions contre l'Irak et

d'autre part confiait la responsabilité du pays aux Etats-Unis et au Royaume Uni. En suite, le 16 octobre 2003, l'ONU autorise par la résolution 1551 du Conseil de sécurité, une force multinationale, sous commandement américain, à «contribuer au maintien de la sécurité en Irak.»

L'unilatéralisme américain s'est montré donc payant, puisque, depuis lors, l'Irak était placé sous le contrôle des Etats-Unis, qui ont la commande générale, et aussi du Royaume Uni, ancienne puissance mandatrice en Irak<sup>16</sup>, qui a le contrôle du sud irakien, région chiite et très riche en pétrole. Ces deux puissances déclarent par ailleurs, qu'elles resteront en Irak le temps qu'il faudra pour accomplir deux conditions essentielles, c'est-à-dire jusqu'à ce que les structures politiques du pays soient démocratiquement réformées, et jusqu'à ce que les forces armées et les forces de sécurité soient capables de garantir l'ordre et la défense de l'Irak. Pour ce faire, il faudrait, selon Washington, débarrasser le pays de ses anciennes structures tyranniques et éradiquer l'influence du parti unique au pouvoir depuis les années soixante, à savoir du Baath irakien, tout en ruinant la pierre angulaire de son pouvoir, c'est-à-dire l'armée.

En effet, depuis les années 60 l'armée de l'Irak—tout comme celle d'autres pays de la région tels la Syrie ou l'Egypte— a joué un rôle prépondérant, influençant largement la scène politique du pays, dépassant de loin sa raison d'être, c'est-à-dire garantir la sécurité territoriale du pays. En réalité, depuis 1958, les coups d'Etat militaires étaient assez fréquents à Bagdad de sorte que l'armée était devenue un instrument vital pour prendre le pouvoir politique et s'y consolider. Il ne faudrait pas, en plus, oublier que Saddam Hussein avait accédé au pouvoir par un tel putsch dans les années 70. Dans ce contexte, chaque nouveau maître au pouvoir en Irak développait une relation interactive avec l'armée: il semblait impossible que quelqu'un puisse prendre le pouvoir sans obtenir le soutien de l'armée, ce qui permettait à l'armée de maintenir un certain contrôle sur lui. Certains analystes considéraient tellement important et profond le rôle et l'influence de l'armée irakienne sur le pouvoir politique du pays qu'ils se demandaient comment un pouvoir civil en Irak «post Saddam» pourrait parvenir à contrôler l'armée<sup>17</sup>.

### *2.3. L'après guerre et les enjeux locaux*

Il semble que c'est sous cette optique, que l'ambassadeur américain, Paul Bremer, nommé le 11 mai 2003 à la tête de l'Administration civile provisoire



(Coalition Provisional Authority) décrète le 23 mai 2003 la dissolution de l'armée irakienne et des forces de sécurité, tout en gardant le droit absolu de nommer les conseillers et les responsables de l'administration. Par la suite, le 13 juillet 2003, des pourparlers américano - irakiens ont conduit à la création d'un Conseil intérimaire de gouvernement, regroupant essentiellement des membres de l'opposition politique en exil, surtout islamistes. Au sein de ce Conseil on trouve donc plusieurs partis chiïtes, un parti «Frère musulman» sunnite, des personnalités indépendantes, devant largement leur présence politique à l'administration américaine, des Kurdes ainsi que des représentants laïques, comme des libéraux ou même certains communistes. Par contre les nationalistes arabes et les baassistes en étaient complètement exclus. Par la suite, le 19 septembre 2003, a été nommé un gouvernement provisoire au sein duquel les Kurdes et les chiïtes y avaient une place prépondérante<sup>18</sup>.

Six mois après la guerre donc, nous étions devant une situation totalement nouvelle en Irak, caractérisée par un communautarisme fort, inconnu jusqu'ici dans le pays, à l'exception du cas des Kurdes, et dont les origines remontent aux conditions créées en Irak depuis la guerre de 1991, durant laquelle, comme nous l'avons déjà souligné, l'Etat irakien avait été divisé en trois parties: au nord de l'Irak un quasi-Etat Kurde, au centre «l'Etat sunnite» sous Saddam Hussein et au sud, un presque Etat pour les chiïtes, parmi lesquels pourtant prédominait, jusqu'à 1991, l'identité nationale et pas communautaire, puisque ceux-ci avaient combattu pendant huit ans contre leurs frères chiïtes de l'Iran<sup>19</sup>.

Qui plus est, avant même que la nouvelle guerre contre l'Irak n'éclate, du 14 au 16 décembre 2002, les groupes qui constituaient l'opposition politique irakienne en exil se sont réunis à Londres et se sont mis d'accord pour qu'après la chute de Saddam Hussein l'Irak se transformerait en un Etat fédéral, démocratique, libre d'armes de destruction massive, au sein duquel seraient représentés tous les groupes ethniques et religieux du pays: les chiïtes, qui sont l'écrasante majorité de la population, les sunnites, qui bien que ne représentant que 20% de la population irakienne y étaient jusqu'alors la force politique dominante, les Kurdes, la minorité assyrienne ainsi que celle des Turcomanes<sup>20</sup>. D'un premier abord, cet accord semble répondre d'une façon démocratique aux aspirations de liberté des diverses sections de la population irakienne. Cependant, celui-ci a joué au détriment de l'identité nationale irakienne et incité au développement d'identités à part, en

consolidant le communautarisme, qui dans les conditions actuelles était de nature à mettre en cause la survie de l'Etat irakien proprement dit. En effet, comme cela a été prouvé dans le cas du Liban, le communautarisme favorise les clivages, les antithèses et même les conflits interminables. Par conséquent, si c'est le communautarisme qui va prévaloir en Irak alors il est fort probable que nous assisterons au démembrement de cet Etat<sup>21</sup>, évolution désastreuse pour celui-ci, et qui affectera également toute la région du Moyen-Orient parsemée aussi par des minorités ethniques et religieuses.

Dans l'immédiat, pourtant, la situation en Irak se dégrade de jour en jour, puisque, dès la fin officielle de la guerre un mouvement de résistance a fait son apparition, ce qui a amené les forces américaines à parler d'une «guerre de faible intensité»<sup>22</sup>. Pourtant, ce mouvement n'a pas tardé à s'amplifier et à se diversifier, vu que les actes de violence visent non seulement les forces armées étrangères, surtout américaines, mais également quiconque considéré comme un «collaborateur des forces de l'occupation» comme les membres des gouvernements intérimaires, les étrangers venus travailler en Irak, les nouvelles forces armées irakiennes, mises sur pied par l'Administration provisoire, ainsi que les travailleurs irakiens en quête d'un travail<sup>23</sup>. Qui plus est, la violence se dirige également contre les Kurdes, les chrétiens, les chiites, les ex-bassistes, et les sunnites, en un mot contre tout le monde<sup>24</sup>. Les attentats à la voiture piégée, les bombes ou les attentats kamikaze sont monnaie courante en Irak, surtout à Bagdad, à quoi il faut ajouter l'action des mafias locales, des gangs, des chefs de guerre tribaux et des milices politiques<sup>25</sup>. Ainsi, s'est-il créé un climat de peur et d'insécurité croissante qui se trouve à l'origine d'un cercle vicieux : tant que l'insécurité et la violence persistent, tant que le climat politique se détériore, le désarroi populaire s'amplifie et pour cause, puisque le niveau de vie des Irakiens se trouve aujourd'hui encore plus bas que celui de l'avant guerre, déjà très bas à cause de l'embargo<sup>26</sup>.

Dans ces conditions, les forces américaines ont eu vraiment du mal «à protéger le Conseil transitoire ou le gouvernement intérimaire mis en place début juin 2004<sup>27</sup>, sous l'autorité du président intérimaire Ghazi Ajil al-Yawer et du premier ministre Iyad Alawi, du soupçon de dépendance à l'égard de l'étranger»<sup>28</sup> tandis que les résistances irakiennes se montraient de plus en plus décidées à continuer leurs coups contre les forces étrangères indépendamment du coût en vies humaines<sup>29</sup>. On assiste donc à un

phénomène extraordinaire : d'une part le projet politique de Washington pour l'Irak se poursuit sans fixation de délai<sup>30</sup> et d'autre part la situation sur le terrain ne cesse de s'aggraver. Les élections pour le nouveau parlement irakien se sont déroulées à la date prévue, le 15 décembre 2005, mais au 31 mars 2006 les partis politiques irakiens n'ont pu se mettre d'accord et former le premier gouvernement du pays démocratiquement élu<sup>31</sup>. Par contre, le pays a sombré dans une guerre civile sanglante, marquée par l'attaque contre le dit Mausolée d'or dans la ville chiite de Samara, le 21 février 2006, qui a provoqué une vague d'attentats -soixante attaques au total en un seul jour- contre des mosquées sunnites<sup>32</sup>, tandis que les attentats se multiplient, ayant déjà coûté la vie d'au moins trente mille civils irakiens<sup>33</sup>.

Les enjeux locaux de l'«Opération Liberté pour l'Irak» sont donc la montée de l'intégrisme islamique, et aussi la préservation du caractère laïque de ce pays, la question d'un communautarisme menaçant l'intégrité territoriale et la survie de l'Etat irakien, mais également la reconstruction du pays<sup>34</sup> qui, tout comme la paix et la sécurité, semble aujourd'hui plus éloignée que jamais. A l'heure actuelle, l'Irak est devenu un véritable borbier et il est très difficile d'imaginer comment Washington pourrait se sortir de celui-ci d'autant plus que ses promesses pour l'instauration de la démocratie en Irak ne changent en rien la vie quotidienne des Irakiens qui ne fait que de se dégrader de jour en jour et reste toujours à la merci des groupes armés et des forces étrangères. Il s'agit d'une situation critique pour l'Irak et lourde de conséquences pour le reste du sous-système régional.

### **3. Les retombées de la guerre en Irak : les enjeux régionaux**

La crise irakienne influence profondément les équilibres régionaux, tout en offrant aux Etats-Unis la possibilité d'entreprendre une vaste opération, celle concernant la remodelage du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui va de pair avec la lutte américaine contre le terrorisme<sup>35</sup>. Dans ce contexte, le seul pays qui jouit de la confiance et du soutien quasi inconditionnel des Etats-Unis c'est Israël. Or, la Turquie et l'Arabie Saoudite, alliés traditionnels des Etats-Unis se trouvent dans une situation pour le moins inconfortable, tandis que l'Iran mais également la Syrie représentent des cibles désignées. Par ailleurs, la situation en Irak fait émerger la Question Kurde en tant que problème régional.

### *3.1. La question kurde : des intérêts convergents et divergents*

L'évolution de la question kurde en Irak, pose un défi important à l'Iran comme à la Turquie, et dans une certaine mesure à la Syrie<sup>36</sup>, puisque à l'intérieur de ces trois pays vivent des millions de Kurdes, qui ont depuis longtemps cherché à s'émanciper de Bagdad, de Téhéran, d'Ankara et de Damas. Or, un éventuel démembrement de l'Etat irakien, qui conduirait à la fondation d'un Etat Kurde au nord de l'Irak, pourrait déclencher des réactions en chaîne, étant donné qu'on ne pourrait refuser aux Kurdes de l'Iran, de la Turquie et de la Syrie ce que l'on a accepté pour les Kurdes de l'Irak. Le cas échéant, que s'ensuivrait-t-il? De petits Etats kurdes, faibles, ayant besoin d'un protecteur et sources d'instabilité constante? Une fédération kurde, regroupant des territoires appartenant aujourd'hui à la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie? Et comment les Kurdes, vivant séparément pendant des décennies, liés par des relations tribales plutôt que nationales pourraient-ils former une telle fédération? Et quel serait le poids, cas improbable par ailleurs, de la création d'un grand Etat kurde, disposant d'abondantes et enviables sources de matières premières, comme le pétrole de Kirkuk et de Mossoul ou bien le contrôle des eaux du Tigre et de l'Euphrate, dont les sources se trouvent dans les régions kurdes de la Turquie du sud-est? Il est évident que la question kurde est très compliquée et qu'en tout état de cause elle aurait des retombées importantes sur l'équilibre régional, dont les premières victimes, à part l'Irak, seraient l'Iran et la Turquie.

La population de l'Iran est composée de 60% de Perses, et le reste est formé par des minorités, azérie, arabe, baloutche, turkmène et kurde<sup>37</sup> cette dernière s'étant soulevée plusieurs fois dans le passé contre Téhéran. A l'heure actuelle, quand l'Iran théocratique se trouve sous des pressions occidentales suffocantes, qu'en serait-il si les Kurdes iraniens encouragés par le changement du statut des Kurdes de l'Irak procédaient à une nouvelle insurrection contre Téhéran<sup>38</sup>? Comment pourrait-on exclure que tout changement du statut des Kurdes de l'Irak ne se trouverait à la base d'une série de rébellions ethniques et de mouvements autonomistes en Iran multiethnique ? Il s'agit d'un scénario à ne pas exclure, basé sur l'idée que dans l'état actuel de guerre et de confrontation les conditions sont plutôt propices pour entreprendre un tel renversement en Iran<sup>39</sup>; une telle évolution -qui pourrait ne pas provoquer la désintégration du pays- signifierait pour le gouvernement iranien de nouveaux et sérieux problèmes ajoutés à ceux déjà accumulés.

En ce qui concerne la Turquie, la question kurde a pris pour ce pays de nouvelles dimensions depuis l'opération «Liberté pour l'Irak». En fait, la Turquie s'est livrée depuis le début des années '80 à une guerre inlassable contre la guérilla des Kurdes vivant en Turquie du sud-est, espace vital pour la politique régionale d'Ankara. Aussi, la reconnaissance des droits des Kurdes en Irak pose également, directement ou indirectement, la question de la reconnaissance des droits des Kurdes vivant dans ses frontières, évolution redoutable, selon Ankara, qui sous pressions européennes a commencé très récemment -et très timidement il est vrai- à reconnaître aux Kurdes vivant dans ses frontières une certaine autonomie culturelle.

En réalité la Turquie, qui mène donc la guerre depuis le début des années '80 contre le Parti Travailleuse Kurde (PKK), dans le sud-est du pays, craint que tout changement dans le statut des Kurdes de l'Irak n'ait de graves répercussions sur elle, conduisant à l'autonomie les Kurdes de l'Anatolie<sup>40</sup>. Une telle évolution serait catastrophique pour la Turquie car cet Etat se priverait ainsi d'un territoire stratégiquement important, lui procurant d'une part de la profondeur stratégique et d'autre part lui permettant un accès immédiat au nord occupé de l'île de Chypre. Qui plus est, une telle perte territoriale signifierait pour Ankara la perte d'une région qui représente le plus grand atout de sa politique moyen-orientale, vu que c'est là qu'ont leurs sources le Tigre et l'Euphrate, sur lesquels la Turquie base son développement économique, à savoir sur le complexe hydroélectrique «Attaturk», ainsi que sa «diplomatie des eaux»<sup>41</sup>.

En même temps, la reconnaissance des Turcomans, vivant au nord de l'Irak, région frontalière et très riche en pétrole, en tant que composante nationale de la fédération irakienne, offre à la Turquie la possibilité de s'imposer en tant que leur protectrice, ambition qu'Ankara n'a cachée ni pendant la «Tempête du Désert» ni avant le déclenchement de l'opération «Liberté pour l'Irak»<sup>42</sup>. Pour toutes ces raisons, Ankara reste toujours hostile à tout changement politique, et à plus forte raison territoriale, lié à la question kurde, que se soit en Irak ou en Iran, préférant le maintien de la situation actuelle qui lui offre un «droit de regard» au nord de l'Irak.

Cependant, ces ambitions turques vont à l'encontre des intérêts israéliens, qui consistent plutôt à l'affaiblissement des pays arabo-musulmans voisins éliminant de la sorte les risques potentiels pour la sécurité d'Israël. Aussi, les relations turco-israéliennes en amélioration constante depuis les années 90

—en 1996 la Turquie et Israël ont même signé un accord stratégique<sup>43</sup> profitable tant à Ankara et à Tel-Aviv qu'à Washington—viennent de se détériorer car des enjeux vitaux pour les Etats-Unis et l'Israël, tel le déclenchement même de la guerre contre l'Irak ou bien le sort du Kurdistan irakien<sup>44</sup>, se trouvaient en contradiction directe avec les intérêts turcs<sup>45</sup>. En effet, le gouvernement islamique modéré de Redjep Tayip Erdogan, au pouvoir à Ankara, aurait du mal à expliquer son soutien à la guerre américano - britannique contre un autre pays musulman, tel l'Irak, tandis que la question kurde a également pesé sur la décision du gouvernement turc de ne pas permettre aux forces américaines d'utiliser son sol pour déclencher une attaque simultanée contre l'Irak, cette fois-ci par le nord. Une telle décision, impensable, jusqu'alors pour un allié traditionnel des Etats-Unis comme est la Turquie, a fait vaciller les relations américano-turques et a également montré les difficultés et les problèmes interalliés posés par cette guerre, comme ce fut par ailleurs le cas de l'Arabie Saoudite, jusqu'alors pilier de la politique américaine dans la région du Golfe<sup>46</sup>. Enfin, en ce qui concerne l'Israël et les retombées de la guerre contre l'Irak, on peut dire que Tel-Aviv en a tiré profit, une fois que «l'opération Liberté pour l'Irak» a certes diminué les menaces d'une guerre conventionnelle contre lui, tandis qu'au contraire ont augmenté les menaces asymétriques<sup>47</sup>.

### 3.2. «L'axe du mal» au Moyen-Orient

Les Etats-Unis depuis le déclenchement de l'opération «Liberté pour toujours» sont persuadés qu'il est possible de garantir la paix et la sécurité régionales à condition que le Moyen-Orient soit transformé par la promotion de la démocratie, par la libération de la région des armes de destruction massive, par l'accomplissement de la paix entre Israéliens et Palestiniens, à savoir par l'utilisation des moyens politico-diplomatiques, en combinaison d'une guerre totale contre le terrorisme islamique<sup>48</sup>. Dans ce contexte, l'idée des «Etats - voyous» (rogue states) mettant en cause la sécurité globale continue d'être une des bases de la nouvelle doctrine sécuritaire des Etats-Unis ainsi que l'idée que la lutte contre ces pays doit continuer jusqu'à leur défaite<sup>49</sup>. Ceux-ci se caractérisent, selon Washington, par leur soutien au terrorisme et aussi par leurs efforts d'acquiescer des armes de destruction massive, surtout, des armes nucléaires.

### 3.2.1. *L'Iran*

L'Iran théocratique, ennemi désigné des Etats-Unis depuis 1979, figure, depuis le 11 septembre 2001, dans la liste américaine des Etats-voyous qui forment «l'axe du Mal». Aussi, les Etats-Unis dénoncent-t-ils l'Iran en l'accusant de financer le terrorisme islamique et de chercher à utiliser son programme nucléaire non pas pour produire de l'énergie à des fins civiles mais à des fins militaires, pour obtenir donc des armes nucléaires, et c'est, selon Washington, pour cette raison que l'Iran ne se montre pas vraiment disposé à coopérer avec les inspecteurs de l'ONU en ce domaine. Par ailleurs, le fait que Téhéran ne semble pas prête à accepter la proposition de Moscou en la matière, c'est-à-dire que l'enrichissement de l'uranium iranien se fasse en territoire russe, faisant remarquer que ce processus est un droit national des Iraniens auquel ils ne renonceront jamais<sup>50</sup>, complique davantage les choses, ce qui fait de l'Iran l'ennemi numéro un pour les Etats-Unis au Moyen-Orient<sup>51</sup>.

Le fait que le nouveau président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, élu en juin 2005, contrairement à son prédécesseur<sup>52</sup>, semble avoir choisi la voie de la confrontation avec les Etats-Unis, comme une sorte de fuite en avant, face aux problèmes accumulés de son pays<sup>53</sup>, ne facilite guère les choses. En raison de cette attitude iranienne, le soutien russe et européen accordé jusqu'ici à Téhéran semble sensiblement diminué, malgré le fait que tant la Russie que l'Union Européenne ont des intérêts diversifiés, mais forts, en Iran. En effet, l'Iran est un grand producteur pétrolier, et les Européens désireraient éviter qu'un nouveau conflit n'éclate au Moyen-Orient, et qui, en plus, perturberait le flux pétrolier iranien. De son côté, Moscou cherche à consolider sa coopération avec Téhéran tant dans le domaine nucléaire que dans le domaine pétrolier, une coopération avantageuse pour tous les deux. Face à l'attitude ambivalente iranienne et au risque d'une nouvelle crise interalliée<sup>54</sup>, le programme nucléaire de l'Iran est renvoyé, à mi-mars 2006, au Conseil de sécurité de l'ONU et il paraît fort probable que des sanctions seront imposées à Téhéran.

Cette évolution semble d'autant plus difficile à éviter que la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a déclaré le 9 mars 2006 que l'Iran représentait une provocation majeure pour les Etats-Unis, étant la banque centrale du terrorisme au Moyen-Orient, cherchant à acquérir des armes nucléaires et constituant une entrave majeure à l'émergence de la démocratie que les Etats-

Unis désirent voir se développer au Moyen-Orient<sup>55</sup>, Les Etats-Unis ont plutôt choisi la voie dure à l'égard de l'Iran malgré le fait que Washington, vu l'influence iranienne sur les chiites irakiens, a publiquement invité Téhéran, le 16 mars 2006, au dialogue pour trouver une solution à la situation explosive en Irak. Dans ce contexte, le voyage du président iranien, le 18 janvier 2006, à Damas et la déclaration commune des présidents syrien et iranien qu'ils entendent «résister ensemble»<sup>56</sup> aux Etats-Unis ne semble pas suffisante pour mettre l'Iran ou la Syrie à l'abri des lourdes menaces qui pèsent sur eux.

### 3.2.2. *La Syrie*

Dans ces conditions la position de la Syrie semble être encore plus difficile que celle de l'Iran, vu que Damas est le «maillon faible dans l'axe du mal» dans la région: un petit pays, sans poids géostratégique majeur, sous un régime autoritaire et anachronique, toujours en conflit avec l'Israël, déjà accusé par les Etats-Unis de soutenir le terrorisme et de disposer d'armes de destruction massive, chimiques et biologiques<sup>57</sup> dont le seul allié, l'Iran, représente l'ennemi désigné des Etats-Unis depuis près de trois décennies. Mais la dégradation réelle de la situation pour Damas est marquée par le revirement de la position française à son égard. C'est à l'initiative de la France –ancienne puissance mandatrice au Liban et en Syrie-, en collaboration avec les Etats-Unis, qu'a été votée par le Conseil de Sécurité de l'ONU la résolution 1559, le 2 septembre 2004, prévoyant d'une part le retrait immédiat et total des forces militaires et du personnel civil du Liban et d'autre part le désarmement des milices dans les camps palestiniens au pays des Cèdres et surtout du Hezbollah<sup>58</sup>, la puissante organisation chiite libanaise, influencée par Téhéran.

Sur ce point, il faut souligner l'importance du désengagement syrien du Liban compte tenu qu'un des enjeux principaux et déclarés de la politique régionale de Washington est la promotion de la démocratie. Sous cette optique, l'omniprésence du régime syrien au Liban allait à l'encontre du modèle idéologico-politique et économique de type occidental, promu dans la région par les Etats Unis et considéré par eux comme le plus adéquat pour accomplir la démocratisation de ce sous-système. Or l'emprise du Liban par la Syrie signifiait non seulement qu'un îlot de violence et de terrorisme continuait d'y exister mais aussi que Damas disposait, via Beyrouth, de



moyens de résister ainsi que de menacer le nord d'Israël ou du moins de faire pression sur lui. Par ailleurs, grâce à son alliance avec Damas, Téhéran pourrait également compromettre la sécurité israélienne, puisqu'il y dispose d'une forte présence par le biais du Hezbollah.

Depuis le 11 septembre, l'idée sur laquelle se base la politique américaine c'est de «libérer le Liban des étrangers», et de le transformer en un pays de type occidental, ce qui aurait un double mérite : d'une part cet Etat servirait de modèle pour les autres pays de la région, dès lors les intérêts libanais coïncideraient avec les intérêts américains<sup>59</sup>. D'autre part un tel changement porterait un coup très dur aux intégristes de tout genre, comme ceux de l'Iran ou les organisations islamiques palestiniennes, tandis que la Syrie, démunie de son poumon libanais, serait beaucoup mieux disposée qu'au paravent à collaborer avec l'Occident et aussi à signer la paix avec Israël. Qui plus est, par l'effacement de l'influence des organisations islamiques ou des Etats terroristes, l'aide accordée aux milices irakiennes serait sinon terminée au moins considérablement diminuée, ce qui porterait un coup mortel à l'insurrection irakienne.

C'est dans ce contexte que le 3 mai 2003, juste après la chute de Saddam Hussein, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, s'est rendu à Damas où il a eu des discussions avec le président Bashar al Assad. Collin Powell demanda au président syrien d'une part son soutien dans les négociations israélo - palestiniennes sur la base de Road Map, et d'autre part le départ total des forces syriennes, militaires ou civiles, du Liban, tandis qu'il exprima des menaces à peine voilées au cas où Damas continuerait à accorder son soutien aux terroristes palestiniens. En même temps, le gouvernement Bush a ignoré les ouvertures du régime syrien, telle l'invitation adressée, en février 2004, à Israël de reprendre les négociations, en craignant probablement que tout changement d'attitude à l'égard de la Syrie, ne soit considéré par Damas comme le fruit de sa politique dure, menée jusqu'ici<sup>60</sup>. Par ailleurs, «Colin Powell, au retour de sa visite à Damas expliquait que le régime syrien avait trois doigts: un au Liban, un en Irak et un en Palestine, et que les Etats-Unis allaient les couper»<sup>61</sup>. Par la suite, Washington a imposé des sanctions économiques à Damas, en mai 2004.

Dès lors, l'évolution de la situation était rapide. Dans un premier temps, Damas a cherché à défendre sa position au Liban, en arguant que sa présence au pays des Cèdres était parfaitement légale, vu qu'elle était le fruit d'un accord entre les gouvernements libanais et syrien. Depuis, aux pressions

internationales montantes pour obliger Damas à se conformer à la résolution 1559, s'est ajoutée l'accusation très lourde que c'était la Syrie qui avait organisé, ou encore commis, l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais, Rafik Hariri, à Beyrouth, le 14 février 2005. Sous le poids des pressions internationales et des massives manifestations antisyriennes au Liban, Damas a achevé le retrait de ses forces au début du mois de mai 2005, avant les élections anticipées libanaises qui ont eu lieu en juin.

Mais le cours des choses s'est encore accéléré, puisque le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, un des plus proches collaborateurs du président défunt Hafez al Assad, a remis sa démission, le 30 décembre 2005, puis a quitté le pays et a gagné Paris, d'où il a directement accusé le président syrien actuel, Bachar al Assad, de l'assassinat de l'ex-premier ministre Libanais, Rafik Hariri<sup>62</sup>. La Syrie dément ces accusations avec indignation<sup>63</sup> mais elle se trouve d'ores et déjà dans une situation critique, puisque cette fois-ci elle est également accusée de ne pas vouloir coopérer avec la Commission spéciale de l'ONU pour l'assassinat de Rafik Hariri, créée par la résolution 1636, du 31 octobre 2005<sup>64</sup>. Qui plus est, le 18 janvier 2006, l'administration Bush a directement mis en cause le chef des services secrets syriens, et beau-frère du président syrien, de soutenir l'insurrection armée en Irak<sup>65</sup>. Pour compléter le tableau, le 6 janvier 2006, Abdel Halim Khaddam déclare vouloir œuvrer à la chute du régime syrien, tandis que le 8 février il a été annoncé qu'il avait des contacts avec le guide suprême de l'organisation des Frères Musulmans de la Syrie, en exil à Bruxelles, dans le but de faire promouvoir le changement du régime syrien et en choisir un autre démocratique, sans intervention étrangère. Il a été également annoncé que l'ancien vice-président syrien continuerait ses contacts avec le reste de l'opposition syrienne<sup>66</sup>. Entre temps, les pressions américaines sur la Syrie augmentent, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleeza Rice, ayant menacé le 11 janvier 2006 de saisir de nouveau le Conseil de sécurité de l'ONU, si la Syrie «continue de faire obstruction» à l'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic Hariri.

La Syrie se trouve donc dans l'œil du cyclone et le régime en place ne paraît pas capable d'y résister. Mais une déstabilisation du pouvoir du président Assad pourrait étendre le chaos régional, notamment au Liban, où pendant les élections de juin 2005, le Hezbollah a consolidé au niveau électoral son audience politique croissante<sup>67</sup>.

La situation critique prédominante en Irak pèse donc lourdement sur

l'ensemble du Moyen-Orient parce qu'elle a attisé tous les différends et les conflits régionaux en devenant la pierre d'achoppement des rivalités de toute sorte. A cette règle n'échappe, encore moins, la question palestinienne<sup>68</sup> qui reste toujours un problème épineux, loin d'une solution mutuellement acceptée, qui aurait une influence bénéfique et apaisante sur ce labyrinthe conflictuel qu'est à l'heure actuelle le Moyen-Orient. Or, l'évolution sur terrain depuis le 11 septembre, ne laissent pas beaucoup d'espoirs que la question palestinienne cesserait enfin de nourrir et d'être nourrie par la violence locale et régionale, une fois que Israël a persuadé Les Etats-Unis que la question palestinienne n'était qu'une question de terrorisme islamique et que par conséquent, la lutte israélienne et américaine avaient la même cible, le terrorisme, et les mêmes buts, c'est-à-dire amener la sécurité et la paix au Moyen-Orient. Aussi, la politique de force face aux Palestiniens décidée par le premier ministre israélien, Ariel Sharon, et son unilatéralisme<sup>69</sup>, suivi également par son successeur, ont-ils largement contribué à la victoire écrasante du Hamas en Palestine au cours des élections de janvier 2006. Ces développements ne feront que contribuer à la reproduction du cercle vicieux des conflits, d'insécurité et de déstabilisation.

#### 4. Conclusion

La guerre contre l'Irak dépassait largement ses objectifs déclarés, la politique américaine y cherchant l'accomplissement des enjeux vitaux pour son hégémonie régionale, étape importante pour sa consolidation au niveau mondial. Ainsi, pour maintenir le contrôle du pétrole du Golfe –qui restera pour les Etats-Unis et l'Union européenne la source la plus importante d'approvisionnement en pétrole<sup>70</sup>- Washington devait-il y établir un nouvel ordre qui lui serait favorable et qui en même temps lui servirait de base pour remodeler le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord<sup>71</sup>. Il s'agit d'un plan basé sur l'effet du domino démocratique, déjà expérimenté avec succès en Europe de l'Est post-soviétique. Washington prévoyait donc pour l'Irak une guerre éclair, une normalisation rapide et une démocratisation facile qui serait «contagieuse» pour le reste du monde arabo-musulman. Or les moyens utilisés et la situation au Moyen-Orient étant complètement différents de ceux en Europe de l'Est, la politique américaine a conduit à une situation quasi sans issue, qui est alimentée, et alimente à son tour, les crises régionales en cours<sup>72</sup>.

A l'heure actuelle le Moyen-Orient, se trouve plus proche que jamais d'une situation critique. Aux conflits ouverts ou latents chroniques de cet espace, comme la guerre en Irak, les pressions suffocantes américano-européennes sur la Syrie, la situation dangereuse au Liban, la crise iranienne à l'occasion de son programme nucléaire, la question palestinienne, plus éloignée que jamais d'une solution mutuellement acceptée, s'ajoutent d'autres éléments, comme l'exaspération du monde arabe et musulman de voir les Etats-Unis pratiquer une politique de deux poids et deux mesures, de voir l'occupation, pour une période indéterminée, d'un pays arabe, à savoir de l'Irak, de sentir toujours l'épée de Damoclès, d'être le sujet d'une «expérimentation démocratique» de provenance outre atlantique. Tous ces facteurs, sont à l'origine d'un fort sentiment anti-américain, terreau fertile de fanatisme et d'intransigeance, et donc du terrorisme islamique<sup>73</sup>.

Entre temps il semble qu'on assiste à une répétition de l'Histoire : début mars 2006, le magazine américain *Time* écrivait que les Etats-Unis présenteront au Conseil de sécurité des Nations Unies des preuves témoignant que l'Iran dispose de plans lui permettant de procéder à la construction d'une bombe atomique<sup>74</sup>. Le 29 mars, les ministres des affaires étrangères des pays membres permanents du Conseil de Sécurité et leur homologue allemand, ont adressé à Téhéran un ultimatum de trente jours pour interrompre son programme nucléaire et revenir à la table des négociations sinon l'Iran subira l'isolement international. Le lendemain Téhéran a testé avec succès un nouveau missile aux têtes multiples.

Jusqu'ici, cet énorme effort militaire et policier pour faire face à la menace islamique, ne semble pas donner de résultats analogues, comme le montrent la crise quasi généralisée au Moyen-Orient ainsi que les attentats sanglants à Madrid, à Londres, à Istanbul et à Amman. Aussi, bien que la stratégie américaine semble vouée à l'échec<sup>75</sup>, Washington paraît décidé à continuer sa politique régionale indépendamment du risque d'une crise générale.

## NOTES

1. Il y a une abondante bibliographie au sujet de la guerre Iran-Irak. Ici nous n'en citons que quelques titres indicatifs : «Le conflit irako-iranien», Institut d'études et des recherches des éditions du monde arabe, Paris, 1981. Farouhy A. «La guerre entre l'Iran et l'Irak». *Le Monde diplomatique*, novembre 1982. «The Strange War in

the Gulf», Merip Reports, No 125-126, July-September 1984. Balta P., *Iran-Irak, histoire d'une guerre*, Anthropos, Paris, 1986. Ribau P., «Le conflit Irak-Iran», Recherches internationales, No 19, 1er trimestre 1986. Longuenesse E. «Le Golfe au sortir de la guerre», *Problèmes politiques et sociaux*, No 594, La Documentation française, Paris, octobre 1988.

2. Sur cette nouvelle guerre du Golfe, voir : le dossier publié par *le Monde diplomatique*, février 1991. *Manière de voir*, No 11, mars 1991. «Proche-Orient : de la guerre à la paix?» Numéro spécial de dossiers et documents du *Monde*, novembre 1991. Freedman L. - Karsh E., *The Gulf Conflict, 1990-1991: Diplomacy and the War in the New World Order*. Princeton University Press, 1995. Ismael T. – Ismael J., *The Gulf War and the New World Order: International Relations of the Middle East*. University Press of Florida, 1994. Khadduri M. – Ghareeb E., *War in the Gulf, 1990-1991: The Iraq-Koweit Conflict and its Implications*. Oxford University Press, 2001.

3. Despratx M.-Lando B. «Notre ami Saddam». *Le Monde Diplomatique*, novembre 2004.

4. Arnove A. (sous la dir. de) L'Irak assiégé: *Les conséquences mortelles de la guerre et des sanctions*. Parangon, Paris, 2003. Bséréni A. *Irak, le complot du silence*. L'Harmattan, Paris, 2000. Naylor R. T. *Economic Warfare: Sanctions, Embargo Busting, and Their Human Cost*, University Press of New England, 2001.

5. Laurent E. *La guerre des Bush*, Plon, Paris, 2003. Woodward B. *Bush at War*, Simon and Schuster, New York, 2002.

6. Voir par exemple l'opération «renard du désert» (16-19 /12/1998), qui a provoqué la mort d'au moins six cent civils Irakiens. *L'état du monde 2000*, La Découverte, Paris, 1999, p. 227.

7. «Nous devons adapter le concept de menace imminente aux capacités et aux objectifs de nos adversaires d'aujourd'hui. Les Etats voyous et les terroristes n'ont pas l'intention de se conformer, pour nous attaquer, aux méthodes classiques. (...) Les Etats-Unis sont depuis longtemps favorables à une réaction anticipée lorsqu'il s'agit de répondre à une menace caractérisée visant la sécurité nationale. Plus grave est la menace, plus le risque de l'inaction est grand –et plus il est important de prendre des mesures préventives pour assurer notre défense, même si des doutes subsistent sur le moment ou l'endroit de l'attaque ennemie. Pour empêcher ou prévenir que de tels actes ne soient perpétrés, les Etats-Unis se réservent la possibilité, le cas échéant, d'agir par anticipation.» *The National Security Strategy of the United States of America*. Presidency, White House, Washington, September 2002.

8. Kefala V. «La politique extérieure grecque au Moyen-Orient: 1990-2002». dans

Tsakonas P. (ed.) *La politique extérieure contemporaine grecque. Une approche globale*. Sideris, Athènes, 2003, tome 2, (en grec).

9. Laurens H. *L'Orient arabe à l'heure américaine : De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*; Armand Colin, Paris, 2005. Ramonet I. «De la guerre perpétuelle», *Le Monde Diplomatique*, mars 2003. Voir également les déclarations du président Georges Bush junior du 6 mars 2003.

10. Lennon A. – Eiss C. *Reshaping Rogue States. Preemption, Regime Change, and US Policy toward Iran, Irak and North Corea*, The MIT Press, 2004.

11. Cushman T. (editor) *A Matter of Principle. Humanitarian Arguments for War in Iraq*, The University of California Press, 2005. Pour l'avis contraire voir: Hartnett S. – Stengrim L. *Globalization and Empire. The U.S. Invasion of Iraq, Free Markets, and the Twilight of Democracy*. The University of Alabama Press, 2006.

12. *America's Role in Nation Building. From Germany to Iraq*. Santa Monika, Rand Corporation, 2003.

13. Blix H. *Disarming Irak*. Livanis, Athens, 2004 (traduit en grec).

14. Voir le dossier «Crise mondiale autour de l'Irak» *Le Monde Diplomatique*, mars 2003. Montbrial T., *Perspectives, Les grandes tendances du monde 2004*, RAMSES, Dunod, Paris, 2003, pp. 13-15.

15. *Le Monde 2: Bagdad: le journal d'une guerre*. avril 2003.

16. Dodge T., *Inventing Iraq: The Failure of Nation-Building and a History Denied*, Columbia University Press, New York, 2003. Yaphe J. «War and Occupation in Iraq: What Went Right? What Could Go Wrong?» *Middle East Journal*, Vol. 57, No 3, Summer 2003.

17. Hashim A. «Saddam Husayn and Civil-Military Relations in Iraq: The Quest for Legitimacy and Power». *Middle East Journal*, Vol. 57, No 1, Winter 2003.

18. *L'état du monde 2005*, Ed. La Découverte, Paris, pp. 214-215.

19. Jabar F.-A. *The Shiite Mouvement in Iraq*, Al Saqi, London, 2004.

20. *L'état du monde 2004*, La Découverte, Paris, 2003, p. 215.

21. McGarry J.- Salih K. (editors) *The Future of Kurdistan in Iraq*, Penn Press, University of Pennsylvania, 2005.

22. *L'état du monde 2006*. Ed. La Découverte, Paris, 2005, p. 209.

23. Baran D. «Les Etats-Unis face aux résistances irakiennes». *Le Monde Diplomatique*, décembre 2003. Cole J. «The United States and Shiite Religious Factions in Post-Ba'athist Iraq». *Middle East Journal*, Vol. 57, No 4, Autumn 2003.
24. Dawod H.– Bozarslan H. (sous la dir. de) *La société irakienne : communautés, pouvoirs et violences*, Karthala, Paris, 2003.
25. *L'état du monde 2006*, op. cit.
26. Voir les dossiers «Les ravages d'une guerre arbitraire», *Le Monde Diplomatique*, avril 2003. et «Dans le chaos de l'après-guerre», *Le Monde Diplomatique*, mai 2003. Voir également Gresh A. «L'onde du chaos», *Le Monde Diplomatique*, septembre 2003. Warde I. «Irak, l'eldorado perdu». *Le Monde Diplomatique*, mai 2004.
27. Le 8 juin 2004, le Conseil de sécurité approuve par la résolution 1546, le transfert de souveraineté au gouvernement intérimaire irakien le 30 juin. Le 28 juin, l'administrateur américain, Paul Bremer, quitte l'Irak, deux jours plutôt que prévu.
28. *L'état du monde 2005*. La Découverte, Paris, 2004, p. 34.
29. A la fin du mois de juin les forces américaines et irakiennes ont déclenché des opérations sanglantes contre des poches de résistance aux villes Baakouba, Ramadi, Faloudja, Mossoule et aux alentours de la capitale. Kefala V. *journal Epohi*, 4 juillet 2004 (en grec).
30. Le 30 janvier 2005 des élections parlementaires ont eu lieu, lesquelles ont donné la victoire au parti chiite «Alliance unifiée irakienne». La tâche de ce nouveau gouvernement, également provisoire, sous Ibrahim Al-Jaafari, était de préparer la Constitution irakienne et d'organiser les élections du 15 décembre 2005 d'où s'émergerait le gouvernement irakien. Ainsi, le gouvernement provisoire d'Iyad Allaoui est-il resté en fonction depuis le 28 juin 2004 jusqu'à la fin février 2005 et début avril 2005, c'est le gouvernement sous Ibrahim Al-Jaafari qui prend le relais, tandis que président du pays est désigné le Kurde Jalal Talabani. Cf. *Le Monde* 7/4/2005.
31. La Commission Electorale Indépendante de l'Irak proclame officiellement le 19 janvier 2006 la victoire de la coalition des formations religieuses chiites ; elle occupe 128 sièges au nouveau parlement sur une totalité de 275. Pourtant elle ne dispose pas de la majorité absolue nécessaire et elle est donc obligée de former un gouvernement de coalition. Pour la répartition des sièges parmi les partis irakiens voir:[http://politique-etrangere-usa.typepad.com/nmartinalalande/operation\\_iraqi\\_freedom\\_oif/](http://politique-etrangere-usa.typepad.com/nmartinalalande/operation_iraqi_freedom_oif/)
32. <http://michellemalkin.com/archives/004621.html>

33. Le 12 décembre 2005, le président Georges Bush a reconnu lors de son troisième discours sur la stratégie américaine en Irak, que trente mille Irakiens ont été tués depuis le début de la guerre. Or, ce bilan est fort contesté par la revue scientifique britannique «Lancet» d'octobre 2004, qui avait chiffré à cent mille le nombre des civils irakiens tués depuis le 21 mars 2003. *Le Monde*, 12/12/2005.

34. Dodge T. *Iraq Transformed*, Blackwell, New York, 2004., Dodge T.- Simon S. *Iraq at the crossroads: State and Society in the Shadow of Regime Change*. International Institute for Strategic Studies, Cambridge, 2003.

35. Cf. *The National Security Strategy of USA*, September 2002, op. cit.

36. Le peuple kurde est estimé, selon les calculs les plus modestes, à 22 millions et il est reparti entre: la Turquie (12 millions), l'Iran (5,5 millions), l'Irak (4 millions), la Syrie (un million) tandis que cinq cent milles vivent en Azerbaïdjan et le territoire autonome de Nakhitchevan. Lacoste Y. (sous la dir. de) *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, 1995, p. 887.

37. Lacoste Y. (sous la direction de), *Dictionnaire de géopolitique*, op. cit. p.796.

38. Gunter M. «The Kurdish Question in Perspective», *World Affairs*, Spring 2004.

39. Djalili M.-R. *Géopolitique de l'Iran*. Complexe, Bruxelles, 2005.

40. Somer M. «Turkey's Kurdish Conflict: Changing Context, and Domestic and Regional Implications». *The Middle East Journal*, Vol. 58, No 2, Spring 2004.

41. Daoudy M. *Le partage des eaux entre la Syrie, l'Irak et la Turquie. Négociations, sécurité et asymétrie des pouvoirs*. Editions CNRS, Paris, 2005.

42. Cf. les déclarations du vice-ministre turc de l'extérieur, Yassar Yakis, le 3 janvier 2003

43. Kefala V. «La politique moyen-orientale turque dans l'après guerre froide». In Giallouridis C. – Tsakonas P. (ed.) *La Grèce et la Turquie après la guerre froide*, Sideris, Athènes, 1999, (en grec).

44. Olson R. *The Goat and the Butcher. Nationalisme and State Formation in Kurdistan-Iraq since the Iraqi War*. Mazda Publishers, Costa Mesa, California, 2005.

45. Kibaroglou M. «Clash of Interests Over Northern Iraq Drives Turkish-Israeli Alliance to a Crossroads». *The Middle East Journal*, Vol. 59, No 2, Spring 2005.

46. Murawiec L. «Arabie Saoudite: l'ennemi public No 1», *Politique Internationale*, No 98, hiver 2002-2003. Gresh A. «Les grands écarts de l'Arabie saoudite»,



*Le Monde Diplomatique*, juin 2003.

47. Spyer J., *The Impact of the Iraq War on Israel's National Security Conception*, *MERIA*, Vol. 9, No 4, December 2005.

48. Leverett F. (editor), *The Road Ahead. Middle East Policy in the Bush Administration's Second Term*. Brookings Institution Press, 2005.

49. *The National Security Strategy of the United States of America*. Presidency, White House, Washington, March 2006. <http://www.whitehouse.gov>

50. Safdadi C., «Téhéran revendique le droit à l'énergie nucléaire civile». *Le Monde Diplomatique*, novembre 2005.

51. *The National Security Strategy of the United States*, March 2006, *op. cit.*

52. Ehteshami A., *Iran's International Posture After the Fall of Baghdad*, *Middle East Journal*, Vol. 58, No 2, Spring 2004.

53. Gorce P. M. (de la) «La République islamique d'Iran sous pression», *Le Monde Diplomatique*, juillet 2003.

54. Daalder I. – Gnesotto N. (editors) *Crescent of Crisis: U.S.-European Strategy for the Greater Middle East*. Brookings Institution Press, 2006.

55. *Le Monde* 10 /3/2006.

56. *Le Monde* 21/1/2006.

57. Jouejati M., «Syrian Motives for its WMD Programs and What to Do About Them». *The Middle East Journal*, Vol.59, No 1, Winter 2005.

58. Gresh A., «Improbable alliance entre Paris et Washington». *Le Monde Diplomatique*, juin 2005.

59. Sur cette idée voir Sakr E; «The Politics and Liberation of Lebanon». *The Middle East Review of International Affairs*. Vol. 9, No 4, December 2005.

60. Simon S.-Stevenson J., «The Road to Damascus». *Foreign Affairs*, May-June 2004.

61. Aita S., «Aux origines de la crise du régime baasiste de Damas». *Le Monde Diplomatique*, juillet 2005.

62. *Le Monde*, 31/12/2005.

63. *Le Monde*, 3/1/2006.

64. Gresh A. Offensive concertée contre le régime syrien. *Le Monde Diplomatique*, décembre 2005.
65. *Le Monde*, 19/1/2006.
66. *Agence Presse d'Athènes*, dépêche du 8/2/2006.
67. *L'état du monde 2006*, La Découverte, Paris 2005, p.223.
68. Doran M.S., Palestine, Iraq, and American Strategy. *Foreign Affairs*, January-February 2003.
69. Kimmerling B., *Politicide: Ariel Sharon's War Against the Palestinians*. New York, Verso, 2003. Vidal D. Saint Sharon. *Le Monde Diplomatique*, février 2006.
70. Gawdat B., *American Oil Diplomacy in the Persian Gulf and the Caspian Sea*; Univeristy Press of Florida, 2003.
71. «Au Proche-Orient, cette stratégie implique de changer radicalement le cours de l'histoire en favorisant l'adoption des valeurs politiques et économiques américaines, dans l'espoir que des valeurs complémentaires –morales, culturelles et même religieuses- suivent. Selon ce scénario, la conquête de l'Irak est censée arrêter la propagation de l'intégrisme islamique, affaiblir le soutien à la résistance palestinienne et amener Palestiniens et Arabes à accepter un plan de «paix». El Alaoui H. b. A, Le monde arabe au pied du mur. *Le Monde Diplomatique*, octobre 2003.
72. Looney R., «The Broader Middle East Initiative: Requirements for Success in the Gulf». Center for Contemporary Conflict, *Strategic Insights*, Vol. 3, No 8, August 2004.
73. Hegghammer T, «Global Jihadism After the Iraq War». *The Middle East Journal*, Vol. 60, No 1, Winter 2006. Cf par ailleurs, Randal J. Oussama. *La fabrication d'un terroriste*, Albin Michel, Paris, 2004.
74. *Agence Presse d'Athènes*, depêche du 6/3/2006.
75. Record J, *Dark Victory. Americas Second War Against Iraq*, U.S. Naval Institute, Naval Institute Press, 2004.